Les accords d’Abraham entre Israël et quatre pays arabes ont été considérés comme une percée historique – mais ce sont des accords entre gouvernements, pas entre peuples. 89% de la population des pays arabes continue de rejeter Israël.

Par Mohamed Diwan

« Pas de paix avec Israël. Pas de reconnaissance d’Israël. Pas de négociations avec Israël », les « trois non » de la Ligue arabe de 1967 marquent encore aujourd’hui l’attitude de la très grande majorité de la population arabe.

Selon un sondage réalisé par l’Arab Center Washington DC entre le 12 décembre 2023 et le 5 janvier 2024, 89 pour cent de la population des pays arabes s’opposent à la reconnaissance d’Israël. Le soutien à la cause palestinienne en tant que « question panarabe » a atteint 92 pour cent – le chiffre le plus élevé depuis le début des enquêtes en 2011.

L’enquête a été menée auprès de 8 000 personnes dans 16 pays arabes : Mauritanie, Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Egypte, Soudan, Yémen, Oman, Qatar, Koweït, Arabie saoudite, Irak, Jordanie, Liban et Cisjordanie. Ils représentent 95% de la population arabe.

Les changements depuis le 7 octobre 2023 sont particulièrement spectaculaires en Arabie saoudite, où l’opposition à la reconnaissance d’Israël est passée de 38% (2022) à 68% (2024). L’identification à la cause palestinienne en tant que cause arabe globale est passée de 69% (2022) à 95% (2024) en Arabie saoudite.

Un sondage séparé du Washington Institute for Near East Policy, réalisé entre le 14 novembre et le 6 décembre 2023, a montré que 96% des Saoudiens souhaitent que les pays arabes « rompent immédiatement tous les contacts diplomatiques, politiques, économiques et autres avec Israël, en protestation contre son action militaire à Gaza ».

Selon le même sondage, l’image du Hamas en Arabie saoudite s’est améliorée de manière spectaculaire après le massacre du 7 octobre 2023 : 40 pour cent des personnes interrogées avaient désormais une image positive de l’organisation terroriste, contre seulement 10 pour cent lors d’un sondage réalisé en août 2023. Et 91 pour cent étaient d’accord avec l’affirmation suivante : « Malgré la destruction et la perte de vies humaines, cette guerre à Gaza est une victoire pour les Palestiniens, les Arabes et les musulmans ». 87 pour cent étaient d’avis que « les

événements récents montrent qu’Israël est si faible et si divisé intérieurement qu’il peut être vaincu un jour ».

Le rejet d’Israël par une large partie de la population arabe est également une tradition sur le plan politique et remonte à 1947, lorsque la Ligue arabe a catégoriquement rejeté le plan de partage de l’ONU (résolution 181) – un plan qui aurait créé un État arabe palestinien sur 43% de l’ancien territoire sous mandat britannique. Selon un article paru dans le journal égyptien Akhbar al-Yom le 11 octobre 1947, le secrétaire général de la Ligue arabe, Azzam Pacha, a menacé d’une « guerre d’extermination et d’un immense massacre dont on parlera comme des massacres tatars ». Même le président Mahmoud Abbas a reconnu dans une interview à la chaîne de télévision israélienne Channel 2 en 2011 : « C’était (ce rejet, ndlr) notre erreur. C’était une erreur arabe dans son ensemble ».

Ce rejet s’est répété à plusieurs reprises au cours des décennies suivantes :

- Les « trois non » de la Ligue arabe à Khartoum en 1967 (« Pas de paix. Pas de reconnaissance. Pas de négociations »).
- Un peu plus de trente ans plus tard, le rejet de Camp David 2000 (91-92% de la Cisjordanie offerts – documenté par le négociateur en chef américain Dennis Ross dans son livre « The Missing Peace »).
- Et encore quelques années plus tard, en 2008, l’offre du Premier ministre israélien de l’époque, Ehud Olmert (93,7% plus échange de terres, capitale palestinienne à Jérusalem-Est – confirmée par la secrétaire d’État Condoleezza Rice dans ses mémoires).

L’ancien président américain Bill Clinton a écrit dans son autobiographie « My Life » que le refus d’Arafat à l’époque était une « erreur d’une ampleur historique ».

Percée au niveau politique – résistance de la population

La signature des accords d’Abraham 2020 entre Israël, les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Maroc et le Soudan a donc constitué une rupture du consensus arabe. Le commerce bilatéral entre les E.A.U. et Israël a explosé, passant d’environ 200 millions de dollars (2020) à 3,2 milliards de dollars (2024), selon les données de l’Emirates News Agency. La coopération en matière de défense s’est considérablement renforcée – les forces armées émiriennes ont utilisé des systèmes de défense aérienne Barak israéliens contre les menaces iraniennes et huthi, selon les rapports de Defense News.

Mais l’opposition arabe à Israël reste généralisée, existentielle et catégorique. Même dans les États qui ont signé les Accords d’Abraham, l’hostilité à l’égard d’Israël reste très répandue au sein de la population. Selon un sondage réalisé en mars 2022 par le Washington Institute for Near East Policy, 71% de la population des EAU considère les Accords d’Abraham de manière négative. Au Bahreïn, selon la même source, seuls 30 % des jeunes soutiennent la normalisation, tandis que 53 % y sont opposés.

Le Baromètre arabe a constaté que dans aucun des sept pays étudiés, le soutien à la normalisation des relations avec Israël n’a dépassé 13%. Michael Robbins, directeur du Baromètre arabe, a résumé dans son article sur Foreign Affairs : « Après qu’Israël a lancé sa guerre à Gaza, la normalisation israélo-arabe a été stoppée net… Les protestations quotidiennes dans toute la région ne déclencheront peut-être pas de changement de cap politique majeur, mais elles limitent ce que les gouvernements autocratiques peuvent faire ».

Les racines de l’hostilité – avec l’Arabie saoudite en son centre

Le profond rejet d’Israël dans le monde arabe n’est pas uniquement lié au conflit israélo-palestinien. Selon l’indice ADL Global 100 publié en janvier 2025 et basé sur

des entretiens avec 58.000 personnes dans 103 pays, 76% des personnes interrogées au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ont des attitudes antisémites profondément ancrées. C’est de loin le chiffre le plus élevé de toutes les régions du monde. Les pays où l’antisémitisme est le plus répandu sont la Cisjordanie et Gaza (97%), le Koweït (97%) et l’Indonésie (96%). A titre de comparaison, le taux est de 5% en Suède et de 8% au Canada.

Ces résultats ne sont pas nouveaux. Une enquête du Pew Research Center avait déjà documenté en 2010 l’ampleur des attitudes antisémites dans le monde arabe : 97% des personnes interrogées en Jordanie exprimaient alors une opinion défavorable à l’égard des juifs, tout comme 97% dans les territoires palestiniens et 95% en Egypte. Au Liban, ce chiffre s’élevait à 98%, aussi bien chez les sunnites (98%) que chez les chiites (98%) et même chez les chrétiens libanais (97%). Ces chiffres montrent également que la haine des juifs dans le monde arabe transcende les confessions et prédispose au conflit moderne au Moyen-Orient.

Pendant des décennies, l’Arabie saoudite a été l’épicentre de l’endoctrinement antisémite. Selon un rapport de l’Anti-Defamation League (ADL) de novembre 2018, les manuels scolaires saoudiens traitaient les juifs de « singes » et les chrétiens de « porcs », invitaient les élèves à éviter les juifs et à ne pas se lier d’amitié avec eux, et affirmaient que les juifs adoraient le diable. Un manuel scolaire de seconde enseignait : « L’heure ne viendra pas tant que les musulmans ne se battront pas contre les juifs et que les musulmans ne tueront pas tous les juifs ».

L’imam de la Grande Mosquée de La Mecque, Abdul Rahman Al-Sudais, a qualifié les Juifs de « lie de l’humanité » et de « descendants de singes et de porcs », selon le panorama de la BBC. En 2001-2002, la télévision d’État saoudienne a produit une série de 41 épisodes intitulée « Cavaliers sans cheval », qui présentait comme un fait avéré la falsification antisémite « Les Protocoles des Sages de Sion ». L’Egypte a également diffusé cette série pendant le Ramadan, période où les taux d’audience sont les plus élevés. Selon le Hudson Institute, les « Protocoles » ont été diffusés avec le soutien officiel des gouvernements d’Arabie saoudite, d’Egypte, de Jordanie, du Liban, de Libye et de Syrie.

La Jordanie – officiellement en paix avec Israël depuis 1994 – continue de maintenir des manuels scolaires antisémites, selon l’analyse ADL (2021). Un manuel d’éducation islamique de 7e année demande aux élèves : « Parmi les caractéristiques des Juifs pour lesquelles ils sont connus, il y a : (A) la rupture des contrats, (B) la trahison et la fraude, (C) la haine des musulmans, ou (D) tout ce qui

précède ». Selon des rapports du Times of Israel, la Jordanie refuse l’entrée aux Juifs portant des symboles religieux visibles – châles de prière (tallit) ou lanières de prière (tefillin).

Au Yémen, selon des rapports du Times of Israel, les milices huthi ont expulsé presque tous les Juifs restants jusqu’en mars 2021 – avec des messages de menace : « Nous vous avertissons de quitter la zone immédiatement… Nous vous donnons dix jours ou vous le regretterez ». Le drapeau houthi porte le slogan « Mort à Israël, malédiction sur les Juifs ».

Trois causes de l’antisémitisme arabe

Dans son étude d’octobre 2024, l’Institute for National Security Studies (INSS) de Tel Aviv a identifié trois sources principales de haine des Juifs dans le monde arabe : premièrement, le conflit en Palestine, deuxièmement, les tensions théologiques datant des 7e et 8e siècles entre Juifs et Musulmans, et troisièmement, l’antisémitisme importé d’Occident – en particulier les « Protocoles des Sages de Sion », qui circulent dans la région depuis le début du 20e siècle.

L’historien Bernard Lewis écrivait déjà dans les années 1980 que le volume de la littérature antisémite dans le monde arabe avait atteint un niveau « considérablement plus important que dans la France de la fin du XIXe et du début du XXe siècle » et « pouvait être comparé à l’Allemagne nazie ». Selon Lewis, la montée de l’islam politique dans les années 1980 a ajouté une composante explicitement religieuse à la haine des Juifs.

La résistance arabe à la normalisation avec Israël n’est donc pas en premier lieu un conflit politique sur le territoire ou les droits palestiniens. Elle est l’expression d’une haine des Juifs profondément enracinée, transmise de génération en génération et systématiquement reproduite par les systèmes éducatifs soutenus par l’État, les autorités religieuses et les médias.

Les « trois non » de Khartoum en 1967 n’étaient donc pas le résultat de l’échec des négociations – ils étaient l’expression d’une position fondamentale qui considère toute souveraineté juive sur une terre anciennement islamique comme illégitime. La

position selon laquelle Israël est une « catastrophe pour la nation arabe et islamique » (Ghazi Hamad, fonctionnaire du Hamas) n’est pas une opinion marginale de terroristes – c’est le courant dominant de l’opinion publique arabe.

Les accords d’Abraham montrent toutefois que le changement est possible. Mais tant que la majorité des États arabes continueront à éduquer leurs populations dans la haine des Juifs, tant que les autorités religieuses diaboliseront les Juifs en les qualifiant de « lie de l’humanité », tant que les médias diffuseront les « Protocoles des Sages de Sion » – tant que toute normalisation restera un projet fragile des élites contre la volonté déclarée d’une population qui rejette non pas Israël, mais les Juifs en tant que tels.

Mohamed Diwan est un analyste politique arabe